

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20231215-6807-DE-1-1
Date de télétransmission : 22/12/2023
Date de réception préfecture : 22/12/2023

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND

Directeur général



Pas de Calais Habitat

4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 15 DÉCEMBRE 2023

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Madame DEFLANDRE, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Monsieur GLORIAN, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MENU, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PANNIER, Monsieur PEZE.

Excusés : Monsieur PILCH qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame ROSSIGNOL qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame VAN HEGHE qui a donné pouvoir à Monsieur MELLICK.
Monsieur DECLEMY.

Convention réglementée pour information - rupture conventionnelle d'un contrat de travail
(art. L.1237-14 du code du travail)

Direction ressources humaines
Rapporteur : M. [REDACTED]

Vu les dispositions des articles L 423-10, L 423-11 et L 423-11-1 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Les membres du Conseil d'administration sont informés de la convention suivante, conclue dans le cadre du dispositif de rupture conventionnelle prévu par les articles L1237-11 et

suivants du Code du travail.

Rupture conventionnelle du contrat de travail de

a été engagée par Pas-de-Calais habitat à compter du 17 décembre 2007 et occupait les fonctions de au sein de la Direction de la Politique Clients et Solidarités.

A la suite d'un entretien et de l'information de sur les droits que le salarié tire d'une rupture conventionnelle homologuée, celle-ci a été signée le 25/09/2023, puis après expiration des délais de rétractation et d'instruction, a été homologuée par la DIRECCTE.

Dans le cadre de la convention, il a été convenu :

- de fixer la date de la rupture du contrat de travail au 31 octobre 2023 ;
- que une indemnité spécifique de rupture conventionnelle d'un montant total de 15 000 € bruts et le solde des salaires et primes restant éventuellement dus.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ prennent connaissance, conformément à l'article L.423-11-1 du code de la construction et de l'habitation, de la rupture conventionnelle du contrat de travail évoquée ci-dessus.

Décision prend acte